



Laurent Esso, Ministre d'Etat, Ministre de la Justice garde des Sceaux, avait pourtant donné son accord pour participer à un face à face avec le Gicam, mais curieusement à la dernière minute, il a préféré envoyé une délégation conduite par le Ministre délégué Jean De Dieu Momo, lequel malheureusement sera déclaré persona-non grata par le groupement patronal.

Les rencontres entre le Gicam et les membres du gouvernement se multiplient ces dernières années. Elles sont une occasion pour le principal groupement des hommes d'affaires du Cameroun de poser directement ses préoccupations à ceux qui sont en charge de la gestion des affaires économiques du pays. Récemment encore, des ministres comme Louis Paul Motaze (Finances) et Emmanuel Nganou Djoumessi (Travaux publics) ont sacrifié à ce qui s'érige désormais en rituel du monde économique.

Dans le cadre de ses traditionnelles rencontres avec les membres du gouvernement, le Gicam avait prévu des échanges avec le ministre d'Etat en charge de la justice en son siège ce vendredi 16 avril 2021.

Ce dernier s'est débiné au tout dernier moment préférant envoyer une délégation conduite par Jean de Dieu Momo, le ministre délégué à la Justice. Pas intéressé, a rétorqué le Groupement patronal.



Douala, le 15 Avril 2021

Monsieur Laurent ESSO,
Ministre d'Etat,
Ministre de la Justice, Garde des sceaux
YAOUNDE

N/Réf.: CT/FS/AVM/LCD/GDT- 157/04/21

V/Réf.: 047/CF/CAB/ME/MJ/GDS

Objet : Rencontre d'échanges avec les opérateurs économiques du 16 avril 2021
au siège du GICAM à Douala

Excellence Monsieur le Ministre d'Etat,

Nous accusons réception ce jour, 15 avril 2021, de votre correspondance relative à la rencontre d'échanges avec les opérateurs économiques, programmée pour le 16 avril 2021 et dont la référence est reprise en marge.

Cependant, y faisant suite, et conformément à notre lettre d'invitation, cette importante concertation était prévue avec le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Toutes les communications y relatives en ont abondamment fait état.

Pour ces raisons, nous sommes dans le regret de ne pas pouvoir accueillir la délégation qui est annoncée dans votre correspondance.

En retour, nous sommes disposés à vous accueillir à une prochaine date à votre convenance.

Sachant compter sur votre compréhension habituelle,

Nous vous prions d'agréer, **Excellence Monsieur le Ministre d'Etat**, l'expression de notre haute considération.

